

entrant dans le port, et à cinq minutes de marche du centre de la ville. Souvent ces Sauvages ont ce qu'ils appellent la cérémonie de faire un *medicine man* ou un *medicine dog*, et le bruit qu'ils font sur cette réserve, dans de semblables occasions, déplaît excessivement aux citoyens. J'aimerais beaucoup à voir cette réserve affectée à d'autres choses, et l'on pourrait en trouver une autre préférable pour les Sauvages, et plus éloignée de Victoria. J'espère que le premier ministre considérera les offres qui ont été faites pour cette réserve; je n'en doute pas, il verra à ce que les Sauvages obtiennent un bon prix pour leur terrain et soient placés sur une réserve plus convenable.

**M. MILLS (Bothwell)** : Je ne suis pas du tout opposé à la vente de cette réserve, mais je ne crois pas qu'il doive en vendre aucune partie au-dessous de sa valeur. C'est dans ce but que j'ai parlé tout à l'heure. Je ne savais pas jusqu'à quel point l'honorable ministre avait fait des arrangements ou accepter des offres faites, mais cela ne me paraissait pas le vrai moyen de se défaire d'un terrain que l'honorable ministre a à titre de fidéi commissaire pour les Sauvages. Je n'ai qu'un mot à dire au sujet des remarques de l'honorable député. S'il examine le rapport de l'auditeur général il pourra voir qu'une bonne partie des \$48,000 dépensés l'année dernière ne fut pas pour les Sauvages à proprement parler. Maintenant, quant à l'agence de Kamloops, \$905 furent dépensés, sur quoi \$120 seulement pour des remèdes, et \$360 pour des grains de semence. Le reste de la somme a été affectée au salaire de l'agent, soit au delà de la moitié de la somme. A l'autre agence où l'on a dépensé \$412, à part de \$37.66 pour les Sauvages le reste de la somme a servi à payer l'agent. L'honorable député comprendra que c'est une très petite proportion, et peut-être que les Sauvages bénéficieraient plus d'une dépense moins considérable mais mieux appropriée. De \$477 pour l'agence de Okanagon, les Sauvages n'ont reçu que \$28.87; le reste est allé aux fonctionnaires.

**Sir JOHN A. MACDONALD** : Certainement.

**M. MILLS** : L'honorable député dit certainement. Si 9 pour cent seulement vont aux Sauvages, et le reste, 91 pour cent, est dépensé pour l'organisation, je serais porté à croire, comme le public le croira, que ce système est un véritable fiasco.

**Sir JOHN A. MACDONALD** : L'honorable député n'est pas sérieux. Il dit que 91 pour cent de la somme votée sont dépensées pour l'organisation. Ces crédits ne sont pas destinés à aider les Sauvages; quand les Sauvages peuvent s'entretenir eux-mêmes. Il y a un certain nombre d'employés pour les surveiller, exactement comme dans le Nord-Ouest, un agent, un commis et un inspecteur. Vous pourriez tout aussi bien dire qu'à Prince-Albert, où il y a un agent, deux ou trois percepteurs, l'inspecteur, l'officier de l'accise et un certain nombre d'employés dépensent tout l'argent et que le peuple n'en a pas. C'est simplement de l'organisation de la société. Ces hommes sont envoyés dans les districts de la Colombie Anglaise habités par les Sauvages, et naturellement ils reçoivent un salaire et on ne peut s'attendre qu'ils vont distribuer cet argent pas plus que l'on ne s'attend que M. Mowat qui a été nommé shérif de Toronto avec un salaire très élevé, ne doive en donner une partie à la population de Toronto. Ces employés sont envoyés à différents endroits pour travailler; ils forment une partie de l'administration dont l'honorable député avait la direction lorsqu'il était ministre.

**M. MILLS** : Non.

**Sir JOHN A. MACDONALD** : Je vous demande pardon, l'organisation n'a pas été changée et du tout.

**M. MILLS** : Oui, elle l'a été.

**Sir JOHN A. MACDONALD** : Pas un seul des employés n'a été changé depuis que l'honorable député était à la tête de ce ministère.

**M. BAKER**

**M. MILLS** : L'honorable ministre se trompe. Il est arrivé au pouvoir et a demandé à la Chambre de diviser la Colombie-Anglaise en districts, et il a établi des agences séparées; il devrait être mieux renseigné sur ce qu'il a fait lui-même.

**Sir CHARLES TUPPER** : Je ne vois pas sur quoi l'honorable député de Bothwell (M. Mills) base ses calculs.

**M. MILLS** : Sur le rapport de l'auditeur général.

**Sir CHARLES TUPPER** : Nous avons demandé dans les estimations, \$52,520. De cette somme, \$20,620 sont affectés aux salaires; \$1,200 pour des grains de semence, des instruments aratoires; \$3,350 pour le service des médecins et les écoles; \$17,250, pour les écoles industrielles; \$4,200 pour les frais de voyages; \$2,500 pour les dépenses de bureau; soit un total de \$52,000. Il n'y a pas de pourcentage comme l'a dit l'honorable député. Sur \$52,000, il y en avait \$20,620 pour des salaires.

**M. MILLS** : J'ai puisé dans le rapport de l'auditeur général, et je pourrais donner de plus amples détails à l'honorable ministre.

**M. GORDON** : L'honorable député de Bothwell (M. Mills) semble croire que ces agences sont un fardeau pour le pays, et il se plaint de la division de la Colombie-Anglaise en districts. S'il est quelque chose en particulier, dans l'administration des affaires des Sauvages, qui fasse honneur au gouvernement, c'est la division de cette province en districts.

Tout homme qui est dans la Colombie-Anglaise depuis 27 ans, qui se rappelle dans quelle condition étaient alors les Sauvages, jusqu'à quel point les voyageurs étaient exposés en voyageant sur les côtes, avant que l'on eût nommé des agents, pourra reconnaître aujourd'hui l'utilité de ces agences. Il fut un temps où l'on était obligé de bombarder le camp sauvage pour punir le crime et faire respecter et craindre l'autorité constituée. Prenons, par exemple l'île de Vancouver, depuis qu'il y a des agents, sur la côte ouest il ne s'est pas commis un seul meurtre. Dans le district de Cowichan, où il y a une agence, il y a 27 ans les habitants étaient à l'état sauvage. Je désire poser une question au premier ministre au sujet des sociétés agricoles de Sauvages. L'année dernière une certaine somme a été affectée pour des prix à l'exposition agricole des Sauvages à Cowichan. Cela a produit un très bon effet, qui vaut mieux que quoi que ce soit pour mettre fin au système de paresse qui existait auparavant. J'espère que le premier ministre suivra cette politique et l'appliquera en autant que possible à tous les établissements agricoles de Sauvages, car elle aura pour effet, avec le système d'écoles modèles, de civiliser rapidement les Sauvages. De fait, aujourd'hui, comme on l'a déjà dit, les Sauvages n'ont plus besoin de l'aide du gouvernement pour vivre; ils peuvent gagner assez pour acheter leurs vêtements, et quelques uns portent d'aussi beaux habits que les membres de cette Chambre; et ils vivent aussi à l'aise que le peuple en général. Mais ces agences sont essentielles pour régler les disputes non seulement entre les blancs et les Sauvages, mais entre les Sauvages. De plus ces agents sont vigilants, et lorsque des Américains viennent en petits bateaux pour offrir du whiskey en vente aux Sauvages, l'agent ne perd pas l'occasion de les punir. Dans ce sens, les agents ont été d'une grande utilité, surtout dans le district que j'ai l'honneur de représenter.

**M. WILSON** : Je crois que l'honorable député qui vient de parler nous a donné la meilleure preuve qu'une augmentation n'est pas nécessaire dans la Colombie-Anglaise. L'honorable député a démontré qu'avant les Sauvages étaient dans un état tellement démoralisé, qu'il fallait une organisation de ce genre pour protéger la vie et la propriété dans certaines localités. Mais aujourd'hui les Sauvages sont dans une position bien améliorée. Dans ce cas, comme l'honorable